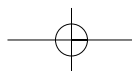
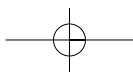
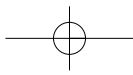
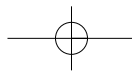


Botswana







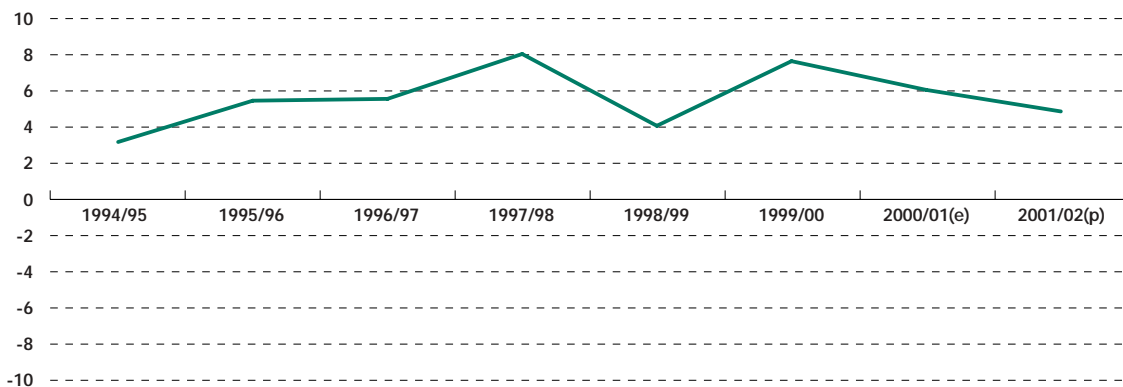
Botswana

LE BOTSWANA S'EST FAIT REMARQUER par sa croissance remarquable et la prudence de sa politique macro-économique. Il s'agit d'une petite économie dotée d'importantes mines de diamants, et dont la bonne gouvernance a permis de mettre ses ressources au service de la croissance et du développement. Depuis une dizaine d'années, la croissance économique y est soutenue : le PIB a enregistré une progression de 7.7 pour cent en 1999/2000. Selon les estimations, cette tendance devrait se poursuivre en 2000/01 et 2001/02, mais être légèrement inférieure aux chiffres de 1999/2000. Le taux devrait en effet s'établir à 6.1 pour cent en 2000/01 et à 4.8 pour cent en 2001/02 parce que la production de diamants a atteint un plateau en 1999/2000 et que la croissance future des recettes de ce secteur dépendra de la hausse des cours.

Le Botswana est politiquement stable, et pourvu d'institutions efficaces pour gérer l'économie. Il continue de mettre en place des réformes et des mesures visant à renforcer et à diversifier son économie, afin qu'elle ne soit plus dépendante de la production de diamants. La forte croissance économique et la qualité des institutions du Botswana n'ont toutefois pas réussi à réduire la pauvreté, dont le taux demeure très important. Pourtant considéré comme l'un des meilleurs d'Afrique, le système éducatif ne permet toujours pas aux citoyens de trouver un emploi sur un marché très concurrentiel. Les soins primaires sont gratuits au Botswana, mais ce pays souffre d'un des taux d'infection au VIH/sida les plus élevés du monde.

Une bonne gouvernance a permis de mettre les ressources du Botswana au service de la croissance et du développement

Figure 1 - Croissance du PIB en volume

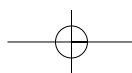


Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

Développements économiques récents

Au cours des cinq dernières années, le PIB réel du Botswana affichait un taux de croissance annuel proche de 6.2 pour cent, et même de 7.7 pour cent en 1999/2000. Ce résultat est en grande partie tributaire du secteur du diamant. Ainsi, suite à la crise asiatique

de 1997, la faiblesse de la demande internationale a comprimé le taux de croissance du secteur minier en 1997/98, et ralenti la croissance économique, qui s'est établie à 6.2 pour cent cette année-là. L'importance des ventes de diamants en 1998/99 et 1999/2000, suite à une progression à deux chiffres de la production, a contribué à remédier au repli enregistré par la croissance en 1997/98. Les " *B/K pipes*", près des mines Orapa,



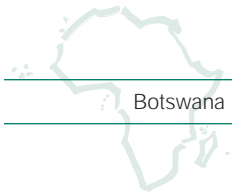
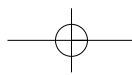
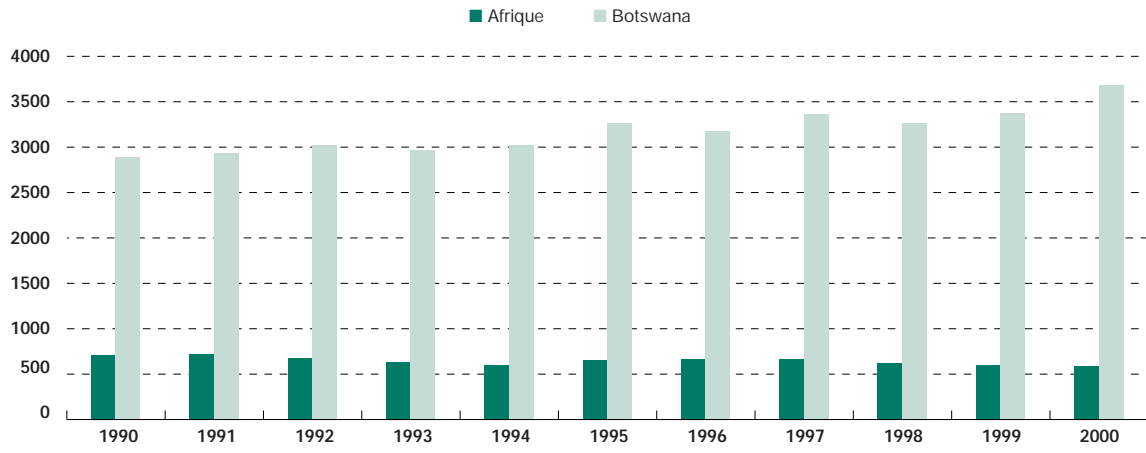


Figure 2 - PIB par habitant au Botswana et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

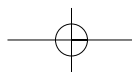
devraient permettre d'augmenter la production de diamants. Les travaux d'aménagement de la mine devraient bientôt être réalisés et l'exploitation devrait débuter en 2001/02. La production de la nouvelle mine sera toutefois faible par rapport à celle des mines existantes. Par conséquent, la croissance devrait se stabiliser à 4.8 pour cent en 2001/02.

Le secteur minier représente environ 35 pour cent du PIB, le diamant entrant pour quelque 94 pour cent dans ce total. Le Botswana produit les plus gros diamants de joaillerie au monde et sa production avoisine 40 pour cent du total mondial. L'achèvement récent du projet d'expansion de la mine d'Orapa (*Orapa Expansion Project* - Orapa II) a renforcé la position du Botswana dans la production mondiale de diamant. Officiellement inauguré en mai 2000, le complexe d'Orapa est considéré comme la plus grande mine de diamants de la planète. Le Botswana possède également des mines de cuivre, de nickel, de soude et de sel. La production de soude et de sel a augmenté de 19 et de 8.5 pour cent respectivement en 1998/99, par rapport à 1997/98, mais elle a reculé en 1999/2000 en raison de la dilution de saumure due aux inondations de début 2000.

D'autres secteurs de l'économie ont également enregistré de bons résultats, en partie du fait de la présence d'un environnement favorable aux affaires, de la solidité de la politique macro-économique et des investissements du pays dans le domaine social et

l'infrastructure. Les activités manufacturières, qui représentent environ 4 pour cent du PIB, ont vu leur rythme de croissance ralentir en 1999/2000, passant de 5.3 pour cent en 1998/99 à 0.6 pour cent. Ce secteur a subi un revers en 1999 avec la fermeture de la principale usine de montage automobile du pays, suite à la liquidation de l'usine d'assemblage Hyundai de la *Motor Company of Botswana* (MCB). Cette liquidation est intervenue dans le sillage de celle du *Wheels of Africa Group* d'Afrique du Sud dont elle faisait partie. Depuis, le gouvernement du Botswana est en pourparlers avec plusieurs groupes automobiles dans le but de reprendre la production à l'usine de montage.

L'agriculture a enregistré une croissance négative, et sa part dans le PIB n'a cessé de reculer. En 1999/2000, elle représentait 3 pour cent du PIB, alors qu'elle était à quelque 5 pour cent au début des années 80. Ce déclin s'explique par les conditions climatiques du pays, marquées par des sécheresses récurrentes, et la faiblesse relative des investissements dans ce secteur, en particulier dans l'irrigation, l'infrastructure et la commercialisation. Ce recul se manifeste essentiellement au niveau des cultures vivrières. Selon les estimations, la production totale s'établissait à 12 pour cent seulement de la normale en 1999/2000, les manques devant être comblés par des importations commerciales. La sécheresse de 1999, suivie par les inondations de début 2000, a empêché les agriculteurs de gérer correctement les cultures et de faire face aux attaques parasitaires.



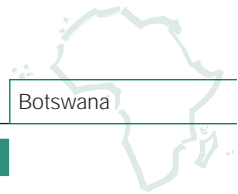
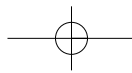
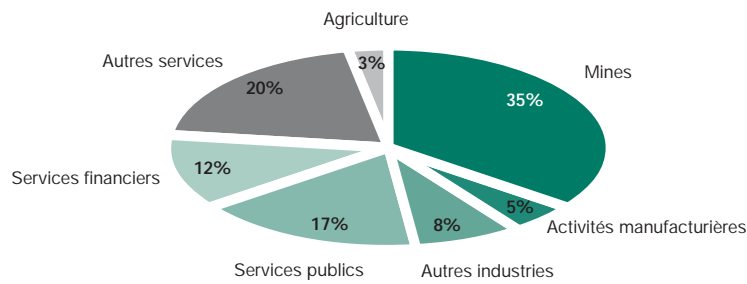
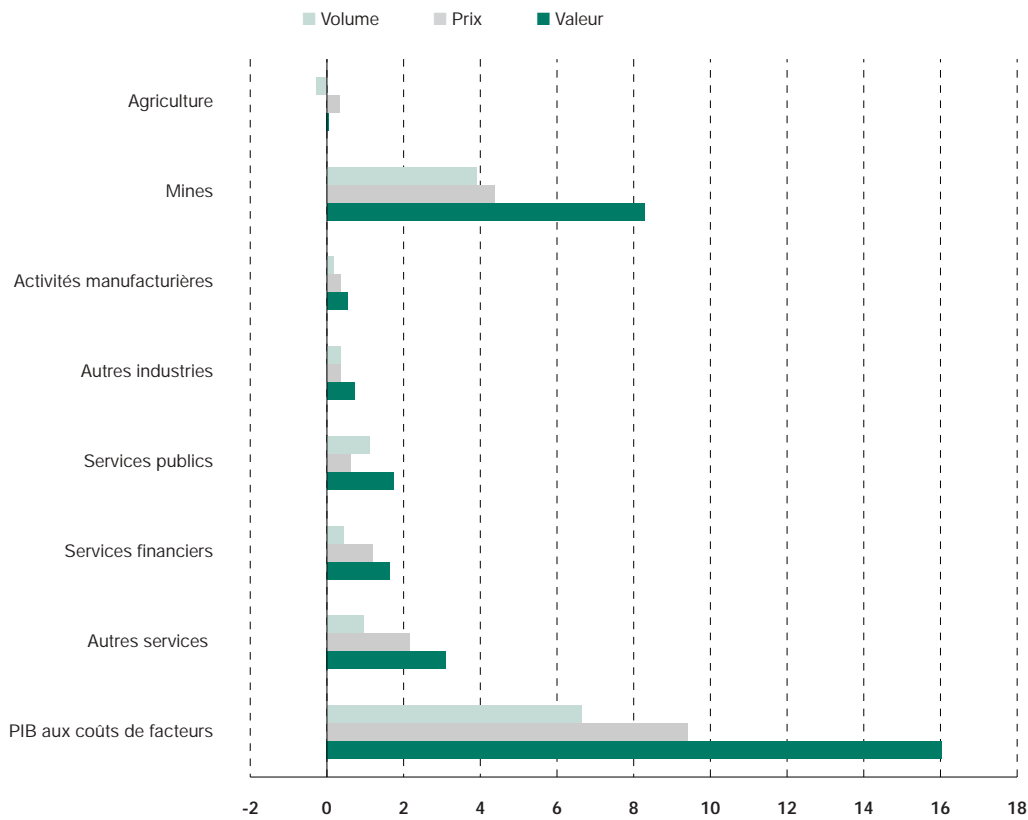


Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 1999/2000



Source : Estimations des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 1999/2000

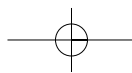


Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

Les récoltes ont aussi été mises à rude épreuve par le ver du maïs et la prolifération des quéléas (travailleurs à bec rouge).

Tous les segments de l'agriculture ne sont toutefois pas en régression. Ainsi, l'élevage répond aux besoins d'environ 80 pour cent de la population rurale du

Botswana et de 46 pour cent de l'ensemble de la population du pays. Même si ce segment est en grande partie sous-développé et se caractérise par un élevage extensif sur des terres gérées en collectivité, la production de bœuf est la deuxième source d'entrées de devises, après le diamant. Même si le cheptel a reculé de 12 pour cent en 1996, suite à une épidémie de pneumonie



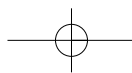
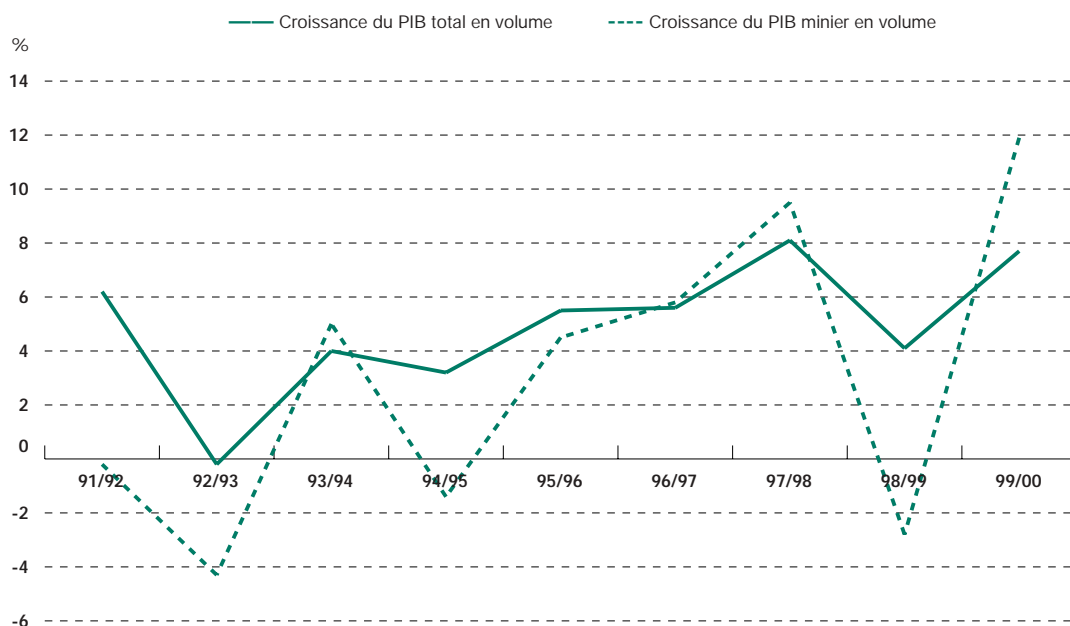


Figure 5 - Taux de croissance du PIB total et minier



Source : Autorités nationales.

72

(péripleumonie contagieuse bovine), il a fortement augmenté ces trois dernières années. Fin septembre 2000, quelque 122 216 têtes de bétail avaient été réimplantées dans la zone touchée.

Le secteur des services a suivi la vague de prospérité qu'a connue l'ensemble de l'économie du Botswana. Selon les estimations, le tourisme, qui tient à l'importante faune et flore sauvages du pays, entre pour 3 pour cent environ dans le PIB. Les télécommunications enregistrent une forte croissance : le nombre total d'abonnés à la téléphonie mobile est passé de

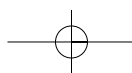
88 000 en décembre 1999 à 195 000 un an plus tard. De même, la *Botswana Telecommunications Corporation* (BTC) a porté le nombre de ses lignes fixes de 110 000 en 1999 à 132 866 à la fin 2000.

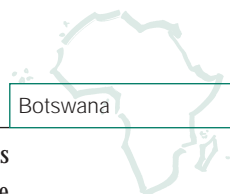
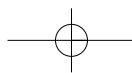
Les bonnes performances économiques du Botswana sont principalement tirées par les exportations, qui ont permis à la consommation (privée et publique) de progresser ces dernières années. Le niveau de l'investissement intérieur, qui a reculé à 26.6 pour cent du PIB en 1999/2000, contre 36.8 pour cent en 1998/99, devrait remonter à 28 pour cent en 2000/01,

Tableau 1 - Composition de la demande (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01(e)	2001/02(p)
Formation brute de capital	25.8	30.0	36.8	26.6	27.9	31.7
Publique	8.4	10.2	16.8	14.8	12.9	15.0
Privée	17.3	19.8	20.0	11.8	15.0	16.7
Consommation	63.7	57.5	62.8	60.9	57.2	57.2
Publique	28.9	27.0	30.6	29.9	28.7	28.9
Privée	34.7	30.4	32.2	31.0	28.5	28.3
Demande extérieure	10.6	12.5	0.4	12.5	14.9	11.1
Exportations	49.5	56.5	46.7	56.0	53.6	50.3
Importations	-38.9	-44.0	-46.3	-43.5	-38.7	-39.3

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales.





en raison de la forte croissance de l'activité économique enregistrée en 1999/2000. Il devrait poursuivre sa progression en 2001/02. Malgré son niveau élevé, l'investissement intérieur au Botswana a toujours été inférieur à celui de l'épargne intérieure, ce qui réduit la nécessité de faire appel à l'épargne étrangère.

Politique macro-économique

Politique budgétaire et monétaire

Les taxes prélevées sur les produits miniers ont toujours permis au budget de l'État d'être excédentaire. Cependant, les choses ont changé en 1998/99, la situation budgétaire globale s'étant en effet considérablement dégradée, pour afficher un déficit de 6 pour cent du PIB. La part des recettes totales dans le PIB a reculé de 11 pour cent, principalement en raison de la baisse de la demande mondiale de diamants

l'année précédente, qui a durement touché les recettes minières en 1998/99. La baisse de recettes, conjuguée à l'augmentation de 25 pour cent des traitements de la fonction publique et à la hausse des dépenses de développement, explique ce déficit d'environ 6 pour cent du PIB, le premier en 16 ans. En 1999/2000, les recettes totales ont rebondi suite à la forte progression du chiffre d'affaires minier. Parallèlement à la reprise, des coupes sélectives dans les dépenses récurrentes et de développement ont permis de ramener le solde budgétaire d'un déficit de 6 pour cent en 1998/99 à un excédent de 6 pour cent en 1999/2000. Selon les estimations, l'excédent devrait atteindre un niveau analogue en 2000/01, car les recettes minières restent élevées. Cependant, l'excédent primaire devrait tomber à 2.4 pour cent du PIB en 2001/02, notamment du fait du transfert anticipé de sommes substantielles au profit de la Caisse de retraite de la fonction publique (*Public Officers Pension Fund*), à compter du 1^{er} avril 2001.

Tableau 2 - Tableau des opérations financières de l'État^a (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1997/98	1998/99	1999/00	2000/01(e)	2001/02(p)
Recettes totales (avec dons)^b	36.5	41.1	35.7	47.4	44.8	43.3
Recettes fiscales	29.6	33.6	26.2	39.4	36.9	35.5
Dépenses totales (et prêts nets)^b	34.9	36.7	42.1	41.8		
Dépenses courantes	24.5	24.4	29.1	28.4		
<i>Sans les intérêts</i>	23.8	24.0	28.7	28.0	26.9	27.2
Salaires	9.0	8.4	9.7	9.7	9.3	9.5
Paiements d'intérêts	0.7	0.4	0.4	0.4		
Dépenses en capital	11.2	13.4	13.6	13.7	11.9	13.9
Solde primaire	2.3	4.8	-6.0	6.0	6.2	2.4
Solde global	1.6	4.4	-6.4	5.6		

a. L'exercice budgétaire commence le 1^{er} juillet.

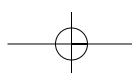
b. Seuls les principaux postes de dépenses et de recettes sont détaillés.

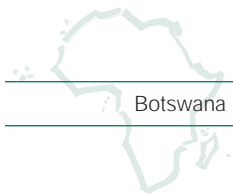
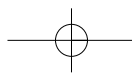
Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales.

En 1998, le Botswana a connu une explosion du crédit, en raison du niveau élevé de la demande, et la masse monétaire au sens large (M2) s'est accrue de plus de 30 pour cent sur l'année. Depuis lors, l'objectif de la Banque du Botswana (BOB) dans sa politique monétaire est d'atténuer les pressions inflationnistes en maîtrisant davantage la croissance des agrégats monétaires. La progression de la masse monétaire s'est donc ralentie grâce aux interventions de la banque centrale sur le marché monétaire, notamment la vente

de certificats de la Banque du Botswana, des opérations de prise en pension et l'utilisation par les banques commerciales du mécanisme de prêt garanti. La croissance de la masse monétaire (M2) est ainsi retombée à 18 pour cent en 1999 et à 9 pour cent en 2000.

Le taux d'inflation a, quant à lui, continué d'augmenter, passant de 6.4 pour cent en 1998 à 7.4 pour cent en 1999, puis à 8.6 pour cent en 2000. Cette poussée de l'inflation s'explique par un certain





nombre de facteurs, y compris la hausse des cours internationaux du brut. Par ailleurs, le taux d'inflation du Botswana calquait *grosso modo* l'inflation tendancielle de l'Afrique du Sud, en raison des relations commerciales étroites entre ces deux pays et de l'ancrage du pula sur le rand sud-africain et les DTS. La demande restant soutenue, l'inflation devrait atteindre 8 pour cent en 2001, avant de redescendre à 4.2 pour cent en 2002 avec la stabilisation de la croissance économique.

Pour remplir les objectifs de stabilité des prix et de taux d'intérêt réel positif, la Banque du Botswana a relevé le taux de réescompte à deux reprises en 2000 : il est d'abord passé de 13.25 à 13.75 pour cent en février, puis à 14.25 pour cent en octobre. La montée de l'inflation a fait chuter les taux d'intérêt réels, qui sont néanmoins restés positifs dans l'ensemble. Entre janvier et octobre 2000, le loyer de l'argent à trois mois oscillait entre 1.66 et 4.3 pour cent en termes réels. Le taux d'intérêt réel rémunérant l'épargne était, pour sa part, négatif.

Le taux de change du pula est indexé sur le rand sud-africain et les DTS. Ce système d'ancrage a permis à la monnaie du Botswana de rester globalement stable en termes réels. Mais, en termes nominaux, elle suit depuis peu une trajectoire descendante par rapport au dollar des États-Unis, qui s'est lui-même dans l'ensemble apprécié par rapport aux autres monnaies : le rythme de dépréciation s'est néanmoins ralenti, passant de 16 pour cent environ en 1998 à 2.2 pour cent en 2000.

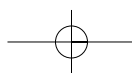
Position extérieure

La politique commerciale du Botswana est à la fois diverse et complexe. Ce pays fait partie d'une union douanière, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), forme une zone douanière commune (CCA) avec un groupe de pays voisins, a conclu un accord de libre-échange avec l'Afrique du Sud, participe à un cartel très bien organisé pour gérer sa principale exportation, les diamants, l'organisation centrale de commercialisation (*Central Selling Organisation*), et bénéficie d'un accès préférentiel à un marché étendu et extrêmement protégé pour un autre produit d'exportation majeur. En dépit de la forte demande d'importations, la supériorité des performances des

exportations, due au secteur du diamant, a permis au Botswana de dégager une balance des comptes courants excédentaire année après année. Par conséquent, au cours de ces 20 dernières années, le Botswana a affiché une position extérieure solide.

En 1999, les exportations ont fortement augmenté, enregistrant une progression de 41 pour cent par rapport à 1998. Ce phénomène s'explique par la hausse des ventes de diamants, de cuivre/nickel et de cuirs et peaux : les diamants et le cuivre/nickel ont vu leur part dans le total des exportations s'élever à 79 et 8 pour cent respectivement au cours du premier trimestre 2000, contre 71 et 6 pour cent pour la même période l'année précédente. On constate également que les différents marchés d'exportation n'ont plus la même importance relative. Ce changement s'est opéré au détriment du Royaume-Uni et de la zone douanière commune, et au profit d'autres pays d'Europe et du Zimbabwe. La part du Royaume-Uni dans les exportations est ainsi passée de 30 pour cent en 1998 à 23 pour cent en 1999, tandis que celle de la zone douanière commune tombait de 17 à 9 pour cent. La part du reste de l'Europe et du Zimbabwe s'est accrue : de 47 à 61 pour cent et de 3 à 7 pour cent respectivement. Les importations ont progressé au rythme beaucoup plus rapide de 8 pour cent en 2000, contre 3 pour cent en 1999. Un ralentissement substantiel est intervenu dans les importations de métaux, de produits métalliques, de véhicules et de matériel de transport. Par ailleurs, on observe une nette augmentation des importations de machines, d'appareils électriques, d'aliments, de boissons, de tabac, de produits chimiques, de produits en caoutchouc, de textiles et de chaussures. En 2001 et 2002, les importations devraient se stabiliser à environ 33 pour cent du PIB, tandis que les exportations de diamants pourraient accuser un repli, en fonction du cours. La balance commerciale se dégraderait alors légèrement tout en restant largement positive.

En 1999, l'excédent des comptes courants du Botswana se montait à 12.2 pour cent du PIB. Il s'est traduit par une nouvelle accumulation de réserves de change, estimées à 4.9 milliards de dollars à la fin 2000, soit assez pour couvrir environ 36 mois d'importation de biens et services.



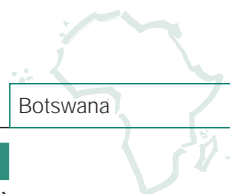
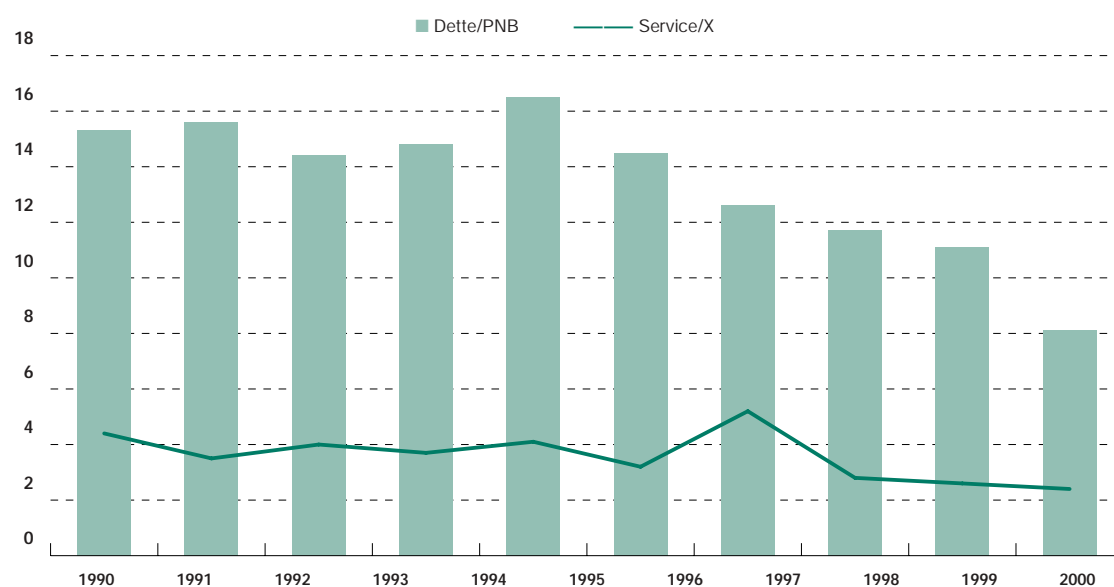


Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1995	1998	1999	2000	2001 (e)	2002 (p)
Balance commerciale	11.6	1.6	15.5	15.3	13.1	9.9
Exportations de biens (f.o.b.)	45.3	41.8	52.6	49.0	45.4	42.6
Importations de biens (f.o.b.)	-33.6	-40.2	-37.1	-33.7	-32.2	-32.7
Services	-3.9	-4.7	-3.1	-3.7		
Revenu des facteurs	-0.7	2.4	-5.2	-5.2		
Transferts courants	-0.8	4.9	5.0	3.9		
Solde des comptes courants	6.3	4.1	12.2	10.4		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données des autorités nationales et du FMI.

Figure 6 - Part de l'encours de la dette dans le PNB et ratio du service sur les exportations de biens et services

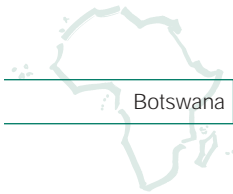
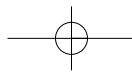


Source : Banque mondiale (2001), *Global Development Finance*.

Le Botswana évite toujours de contracter de nouvelles dettes auprès d'établissements commerciaux. L'encours de sa dette extérieure se chiffrait à 462 millions de dollars à la fin 1999 et représentait seulement 8.1 pour cent du PNB. L'encours de la dette du Botswana se compose de prêts bilatéraux pour 73 pour cent et multilatéraux pour 22 pour cent, les 5 pour cent restant étant dus à des créanciers privés. En conséquence du faible niveau de sa dette et de l'importance de ses réserves de change, le Botswana fait partie des rares pays en développement à ne pas avoir mis en œuvre le programme d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale.

Questions structurelles

Outre ses bonnes performances de croissance dues à la vigueur de son secteur minier, le Botswana poursuit ses réformes et instaure des mesures d'incitation à l'investissement qui font partie des plus intéressantes au monde. Une loi qui est entrée en vigueur en avril 1998 a transformé l'agence de promotion des échanges et des investissements (*Trade and Investment Promotion Agency*- TIPA) en établissement para-public autonome, la *Botswana Export Development and Investment Authority* (BEDIA). Il s'agit d'un organisme à guichet unique destiné aux investisseurs, qui propose des services



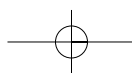
liés à l'acquisition de terrains, à la recherche de locaux, aux permis de travail et de séjour, aux visas, aux subventions et à toutes les autres autorisations officielles. Parmi les incitations en place, l'État rembourse aux employeurs 80 pour cent de la masse salariale des ouvriers du secteur manufacturier pendant les deux premières années, 60 pour cent la troisième, 40 pour cent la quatrième et 50 pour cent des coûts de formation de ce personnel la cinquième année. L'impôt sur les sociétés est de 15 pour cent seulement pour les entreprises de transformation, et les bénéficiaires et dividendes sont facilement rapatriés. Il n'y a en effet aucun contrôle des changes.

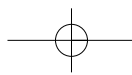
La stratégie de développement du Botswana met l'accent sur la diversification de l'économie, pour qu'elle s'affranchisse de sa forte dépendance vis-à-vis du diamant. Concernant les opportunités d'investissement, le Botswana se concentre actuellement sur la diversification de son appareil de production afin de s'écarter du secteur minier. Les domaines qui sont aujourd'hui encouragés sont notamment le textile et l'habillement, l'assemblage automobile, ainsi que la fabrication de pièces détachées et de composants pour cette branche, le polissage des diamants et des pierres semi-précieuses, les articles en cuir, avec la construction de tanneries, et la céramique. Cependant, certains signes montrent que les mesures et programmes visant à diversifier l'économie ne donnent pas de résultats. On peut ainsi citer le programme d'aide financière (*Financial Assistance Policy* - FAP), dont la quatrième évaluation date de 2000. Celle-ci a, entre autres, révélé qu'un grand nombre d'entreprises ayant bénéficié de l'aide du FAP avaient fait faillite, et que certains bénéficiaires avaient largement abusé du dispositif. En effet, environ 75 pour cent des petites entreprises n'ont pas survécu au-delà de la période pendant laquelle elles bénéficiaient de l'aide, et les taux d'échec sont de 45 pour cent pour les entreprises moyennes et de 35 pour cent pour les grandes.

En 2000, le Botswana a lancé un programme de privatisation, dans le but d'accroître l'efficacité de la fourniture de services et les opportunités de croissance pour le secteur privé. Contrairement à bon nombre d'autres pays d'Afrique subsaharienne, le Botswana n'a

pas adopté la privatisation comme un remède à la crise financière, économique ou politique. De nombreuses entreprises publiques, parmi les plus importantes, ont été choisies pour être privatisées. Il s'agit notamment de la *Botswana Development Corporation* (BDC, développement), de la *National Development Bank* (NDB, banque de développement), de la *Botswana Power Corporation* (BPC, électricité), de la *Water Utilities Corporation* (WUC, compagnie des eaux), de la *Botswana Telecommunications Corporation* (BTC, télécommunications), d'*Air Botswana* (AB) et, de la *Botswana Meat Commission* (BMC, viande). Le processus de privatisation devrait commencer durant l'exercice 2001/02, un conseil d'administration provisoire ayant été nommé à la *Privatisation Agency* en janvier 2001.

Le système financier du Botswana se caractérise par des établissements efficaces et une infrastructure de qualité ; il est doté d'un bon réseau de télécommunications et de mécanismes de soutien institutionnel. Au cours des dix dernières années, le gouvernement a assoupli les critères d'agrément des banques et développé les marchés des capitaux et les marchés monétaires locaux afin d'accroître l'efficacité du secteur des services financiers. Une nouvelle loi bancaire étend les pouvoirs de réglementation de la Banque du Botswana pour inclure les banques commerciales, les établissements d'escompte et d'autres formes d'établissements financiers spécialisés. Cette loi prévoit également une réforme des ratios de fonds propres obligatoires qui renforce la gestion financière au-delà des normes internationales minimales : le ratio minimum d'exposition au risque des actifs des banques du Botswana est actuellement fixé à 15 pour cent des actifs pondérés pour risques, contre les 8 pour cent seulement fixés par le Comité de Bâle. Le secteur bancaire continue de s'étoffer, avec l'agrément de la *Bank of Baroda (Botswana) Limited*, filiale détenue à 100 pour cent par le *Bank of Baroda Group* d'Inde. En outre, en 2000, *ULC (Pty) Limited* a reçu une licence pour fournir des services bancaires pour les affaires commerciales et l'investissement au Botswana. Le gouvernement a par ailleurs mis en place un régime de retraite financé par cotisations pour la fonction publique, qui est entré en service en avril 2001.





Le Botswana est également en train de développer un centre international de services financiers. En mai 2001, celui-ci regroupait cinq sociétés autorisées, ayant reçu un certificat attestant qu'elles satisfont aux obligations fiscales. Il s'agissait notamment de *ABC Bank Holdings*, *African Alliance*, *NatGilt* et *Seed Company of Zimbabwe*.

Parmi les autres réformes menées récemment, on peut citer la réorganisation de la *Botswana Development Corporation*. L'office de commercialisation agricole du Botswana (*Botswana Agricultural Marketing Board - BAMB*) a lui aussi subi une restructuration, avec fermeture de certains dépôts, location d'une partie des sites de stockage et rationalisation des effectifs. En mars 2001, un projet de loi sur la passation des marchés publics et la cession d'actifs a été présenté au parlement. Il propose des changements juridiques, institutionnels et de procédure, visant à mettre le système de passation des marchés publics en conformité avec les pratiques régionales et internationales, ainsi qu'à accroître les performances globales du système. Les modifications suggérées incluent la délégation, jusqu'à un certain degré, de la prise de décision en la matière aux ministères techniques, l'instauration d'un mécanisme indépendant d'instruction des plaintes, la standardisation des procédures et de l'information entre les différents services, et des modalités de consultation entre l'État et le secteur privé.

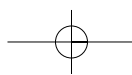
La Bourse du Botswana (*Botswana Stock Exchange - BSE*) a été créée en 1995. Les premières réformes ont porté sur la révision des règles de contrôle de la Bourse du Botswana afin de permettre la double cotation. Avec ce système, les actions de certaines sociétés peuvent être cotées à la fois à la BSE et sur d'autres places boursières internationales. En 2000, le pays comptait 16 sociétés cotées, dont la capitalisation boursière s'élevait à 5.3 milliards de pula (989 millions de dollars) fin octobre 2000, soit une hausse de 10.4 pour cent par rapport au niveau enregistré fin 1999. En 2000, le nombre de sociétés cotées à la fois à la BSE et sur une autre place boursière a baissé de deux pour atteindre sept, tandis que l'indice boursier des sociétés étrangères a reculé de 1.85 pour cent entre fin décembre 1999 et octobre 2000. Les performances du marché sont affectées par le sentiment de risque ressenti par les

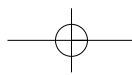
investisseurs vis-à-vis de la région, du fait des problèmes politico-économiques du Zimbabwe. Cependant, on s'attend à une recrudescence de l'activité de la BSE en 2001 sous l'effet du processus de privatisation. L'instauration d'un bureau indépendant pour administrer la BSE devrait lui aussi donner un coup de fouet aux activités boursières.

Contexte politique et social

Le Botswana est un pays politiquement stable, qui organise des élections tous les cinq ans. Globalement, le gouvernement respecte les principes démocratiques. Les institutions fonctionnent de manière efficace, de sorte que l'exécutif et le législatif se font contrepoids. Par conséquent, les décisions de politique économique sont assez facilement prévisibles et le secteur privé jouit d'un cadre stable. La corruption est relativement peu répandue au Botswana. Ce dernier se classe au 26^e rang des pays les moins corrompus au monde selon l'indice 2001 de perception de la corruption de *Transparency International*, et à la première place sur le continent africain.

Malgré ses performances économiques remarquables, et plusieurs initiatives relatives au bien-être social/filet de protection sociale, le Botswana affiche toujours un taux de pauvreté élevé, qui s'explique principalement par la faiblesse du tissu économique dans les zones rurales, l'insuffisance des capacités humaines, la forte croissance démographique, l'inégalité de l'accès aux ressources, des problèmes socio-culturels (y compris les inégalités entre hommes et femmes) et un taux de chômage élevé, estimé à 19.6 pour cent de la population active (1999). Les statistiques disponibles indiquent que plus de 47 pour cent de la population vivent en deçà du seuil de pauvreté d'un dollar par personne et par jour. Ce niveau de pauvreté peut étonner au regard des taux de croissance record du Botswana, mais il n'est pas surprenant. Selon le PNUD, la structure de la répartition du revenu au Botswana est globalement comparable à celle des autres pays de la région. Le degré d'inégalité y est toutefois plus important que dans de nombreux autres pays en développement. La répartition du revenu et l'incidence de la pauvreté sont





liées à la répartition de la population entre zones rurales et urbaines. Géographiquement parlant, la pauvreté est plus élevée dans les campagnes, 55 pour cent de la population rurale vivant en deçà du seuil de pauvreté, contre 46 pour cent dans les petites villes et 29 pour cent en zone urbaine. La pauvreté varie également fortement en fonction des régions. C'est dans le centre et le nord-est du pays que l'on trouve le plus grand nombre de pauvres, mais le taux de pauvreté est particulièrement élevé dans les régions occidentales de Ghanzi et Kgalagadi, où le climat et les sols ne sont pas adaptés à l'agriculture de labour.

Le Botswana dispose d'un système de santé qui offre à tous la gratuité ou la quasi-gratuité des soins primaires. Au début des années 90, la quasi-totalité des Botswanais pouvaient accéder à un centre de santé à moins de 15 km. Les soins préventifs et curatifs ont été considérablement améliorés. Le taux de mortalité infantile est passé de 71 pour mille en 1981 à 58.6 pour mille en 1998 suite à une vaste campagne de vaccination, qui a permis une immunisation à 90 pour cent contre le DCT, la poliomyélite, la tuberculose et la rougeole. Les maladies présentes au Botswana sont pour l'essentiel liées à la pauvreté, le profil de morbidité étant caractérisé par une incidence élevée de maladies respiratoires (dont la tuberculose) et d'infections gastro-intestinales.

Depuis quelques années, cependant, l'épidémie de VIH/sida a fait perdre au Botswana une bonne partie des avancées impressionnantes qu'il avait réalisées dans le domaine de la santé. Ce pays souffre en effet du taux de prévalence le plus élevé au monde. Il se caractérise par une tradition de migration de la main-d'œuvre en direction de l'Afrique du Sud. Par ailleurs, les Botswanais ont l'habitude d'aller et venir selon les saisons entre leur hameau d'origine, les terres cultivées et les campements nomades qui suivent les troupeaux, auxquels se sont rajoutées, plus récemment, les zones urbaines. Ces schémas font de la population du Botswana l'une des plus mobiles au monde. Cette mobilité constante fait perdre tout son sens à la distinction entre zone rurale et zone urbaine, du moins en termes de schémas de morbidité. Ces facteurs expliquent en partie le taux élevé de séropositifs et de malades du sida ainsi que la faiblesse de l'écart entre zones rurales et urbaines au Botswana.

En 1999, les séropositifs et les malades du sida représentaient, selon les estimations, 18 pour cent de la population. Le taux d'infection est particulièrement important chez les 15-49 ans, où il atteint 35.8 pour cent. Dans les pires des cas, comme à Francistown, on estime qu'au moins 45 pour cent de la population adulte est séropositive. Les jeunes enfants sont eux aussi fortement touchés : près de 15 pour cent des cas recensés concernent des enfants de 0 à 4 ans. Le sida est responsable de 64 pour cent des décès chez les enfants de moins de cinq ans. Par conséquent, le pays perdra une partie de sa main-d'œuvre compétente et expérimentée, ce qui freinera considérablement sa productivité, et, partant, le rythme de la croissance économique. L'absence de données susceptibles d'aider le gouvernement à réagir efficacement au défi posé par cette maladie a conduit à lancer une enquête en six volets sur l'impact du sida sur l'économie et la société. Quatre volets ont été achevés et un séminaire de diffusion nationale était prévu pour 2001. Son objectif était de débattre des manières de mettre en œuvre les conclusions et les recommandations des rapports issus de l'étude.

Même si le système éducatif du Botswana est considéré comme l'un des meilleurs d'Afrique, il ne donne pas aux individus les moyens d'accéder à l'emploi sur un marché du travail où la concurrence est vive. C'est pourquoi les taux de chômage et de pauvreté sont aussi élevés. Les statistiques relatives à l'enseignement sont impressionnantes par rapport aux autres pays d'Afrique. Le taux brut d'inscription dans le primaire est de 107.8 (1996), contre 79.5 en moyenne pour l'Afrique, dans le secondaire, il est de 64.6 (1996), contre 28.3. Près de 75 pour cent des adultes (15 ans et plus) savent lire et écrire, contre 43.5 pour cent en moyenne pour ce continent. L'enquête nationale menée en 1997 au Botswana (*Botswana National Literacy Survey*) montre que le taux d'alphabétisation ressortait à 69.9 pour cent : 66.9 pour cent pour les hommes et 70.3 pour cent pour les femmes. Malgré le taux supérieur pour les femmes, les filles se voient parfois refuser le droit d'aller à l'école pour des raisons de religion ou de coutume. Dans l'ensemble, les filles sont plus nombreuses que les garçons dans le primaire et le premier cycle du secondaire, mais la situation s'inverse dans le deuxième cycle du secondaire et le supérieur.

